

International

CHILI : LA GAUCHE FACE À UNE LOURDE DÉFAITE

Carlos Ominami

14/05/2018

Suite à l'échec de la gauche à la dernière élection présidentielle chilienne – défaite s'inscrivant dans une dynamique électorale régionale et continentale nettement défavorable aux progressistes dans leur ensemble –, l'ancien ministre Carlos Ominami en analyse les raisons et s'interroge sur les nécessités de refondation qui s'imposent à la gauche, tant au niveau chilien qu'international.

Bien que prévisible, la défaite des forces de centre-gauche à la dernière élection présidentielle (19 novembre et 17 décembre 2017) revêt une signification profonde. Pour la première fois en un siècle, la droite chilienne a obtenu un succès considérable. À la tête de la coalition de droite, Sebastián Piñera a triomphé avec près de 55% des suffrages au deuxième tour, le 17 décembre 2017. Au-delà du mécanisme démocratique d'alternance, la défaite de la gauche fait date. En effet, l'étiquette « Nouvelle majorité », qui a pris la suite de la Concertation, a subi de toute évidence un sévère revers sur tous les fronts. Elle apparaît aux yeux de tout le pays comme une coalition profondément divisée, sans enthousiasme, avec des partis semblables à des coquilles vides. En résumé, il s'agit d'une coalition sans projet, incapable de présenter une explication commune sur les raisons de sa défaite.

Pour la droite, le cycle politique qui vient de s'ouvrir s'étend bien au-delà d'une législature, longue de quatre ans au Chili. L'ambition de Sebastián Piñera est claire : refonder une droite démocratique définitivement libérée de l'influence pinochétiste. Cette entreprise politique n'est néanmoins pas assurée de réussir, la concurrence entre la droite réactionnaire et la nouvelle droite plus libérale n'étant pas résolue. Bien au contraire, l'heure est à la confrontation entre les deux tendances, confrontation dont l'issue dira si le nouveau gouvernement de Sebastián Piñera aura été plus qu'une simple parenthèse.

Les raisons de la défaite de la gauche chilienne sont nombreuses. Une des raisons principales est l'absence de renouvellement au sein de la Concertation. En effet, le grand accord relatif à la reconstruction de la démocratie, qui a permis la convergence pour l'essentiel du socialisme et de la

démocratie chrétienne, s'est dégradé au fur et à mesure des avancées de la transition et de la disparition progressive sur la scène politique de Pinochet. Au lieu de rénover les accords pour tenir compte des nouveaux objectifs du développement, la Concertation a systématiquement éludé le débat pour privilégier une unité de façade. Ce système de véto croisés a conditionné toute action, toute réforme, à l'obtention d'une majorité, de plus en plus difficile à atteindre. La Nouvelle majorité, coalition du gouvernement de Michelle Bachelet, soutenu par le Parti communiste, avait le mérite de tenter de rompre avec cette dynamique, de sortir de l'impasse mais le niveau élevé d'improvisation, les erreurs de mise en pratique des réformes ont grandement affaibli l'effort réformateur. C'est ce contexte particulier qui peut expliquer en partie cette défaite.

Amérique latine : vers un long cycle néoconservateur ?

Le triomphe de la droite au Chili confirme la dynamique conservatrice, observable dans toute la région depuis le début de la décennie. Les exemples ne manquent pas : premier triomphe de Sebastián Piñera en 2010, destitution du président Lugo au Paraguay en 2012, triomphe de Mauricio Macri en 2015 en Argentine, défaite du régime Maduro aux législatives la même année, destitution de Dilma Rousseff au Brésil en 2016, défaite du président Morales lors du référendum visant à modifier la Constitution bolivienne pour permettre sa réélection, aggravation de la crise vénézuélienne et, enfin, décomposition de la révolution citoyenne en Équateur.

Après la décennie dorée des années 2000, marquée par l'affirmation de la démocratie, la conjugaison entre croissance et faible inflation, le désendettement extérieur et la diminution de la pauvreté, le monde progressiste a vu s'accumuler les mauvaises nouvelles. La notion de cycle, issue du champ économique, embrasse aussi la tendance politique actuelle, favorable à la droite. L'année 2018 sera en ce sens cruciale pour le continent puisque sont prévues des élections dans plusieurs pays dont les trois les plus peuplés : le Brésil (en octobre), le Mexique (en juillet) et la Colombie (en mai-juin).

Les résultats de ces processus sont très incertains, comme au Brésil où plane encore un doute concernant la candidature de l'ex-président Lula. Dans tous les cas, les gauches et les progressistes sont appelés à jouer un rôle important.

La reconstruction de la gauche

À la quasi unanimité, les gauches ont enregistré défaite sur défaite, une situation symptomatique d'une crise plus globale. Les grandes avancées de la social-démocratie au niveau national n'ont pas

eu de projection régionale, à l'échelle du continent. L'adoption de politiques néolibérales a enrayé les réformes structurelles radicales qui caractérisaient autrefois l'exercice du pouvoir de la gauche. C'est dans ce contexte que se doivent d'être abordées les difficultés que traversent les grands partis socialistes et sociaux-démocrates de France, d'Allemagne ou d'Italie. Ces problématiques n'épargnent pas les gauches latino-américaines, qui peinent à se réinventer face à la reproduction d'un modèle rentier. Tant que le prix des matières premières est à la hausse, ces économies peuvent financer des politiques sociales plus ou moins ambitieuses. Quand les prix baissent, les finances publiques se contractent et l'assiette financière des politiques sociales se réduit, comme l'illustre le cas dramatique du Venezuela.

La reconstruction de la gauche suppose donc un réarmement théorique, une réflexion de longue haleine sur des solutions originales à apporter aux défis actuels. D'entrée de jeu se pose un problème d'identité : comment la gauche peut-elle désormais se définir ? Les notions de démocratie sociale ou de progressisme sont-elles encore pertinentes, peuvent-elles encore convaincre ? Il ne s'agit pas d'une question exclusivement sémantique : le problème est fondamental et se doit d'interroger notre capacité à répondre efficacement aux problèmes de l'approfondissement de la démocratie, de la durabilité environnementale, de l'égalité des sexes ou encore de l'innovation. Enfin, à rebours d'une tendance qui place la gauche en arrière-garde, dans une position défensive, celle-ci ne peut désormais plus faire l'économie d'une réflexion sur le travail et les mutations qu'ont engendrées les récentes avancées technologiques dans ce domaine. Cela n'a pas de sens de s'opposer aux grands changements technologiques, au contraire, le combat des gauches consiste à les orienter de telle sorte que leur bénéfice social soit maximal.

Cela conduit à une autre question fondamentale : qui sont les acteurs du changement dans les conditions actuelles ? Il est évident que la classe ouvrière n'a pas rempli la mission historique que certains lui assignaient. Son poids et son influence ont progressivement diminué. Il est indispensable de penser aux nouveaux blocs sociaux. La dynamique sociale n'est pas sans imprévu et ce sera probablement autour de nouvelles causes, moins traditionnelles, que les forces progressistes pourront retrouver le volontarisme politique qu'elles semblent avoir perdu.